

LE MONDE
D'APRÈS

« Remettons en avant le rôle social de l'Etat »

Sarah de Liamchine, spécialiste de l'éducation permanente, commente l'après-Covid dans notre série « Penser le monde d'après ». P.18 & 19



LES GAGNANTS

ERIC DEFFET



François Desquesnes

Les coulisses de l'info ou « quand la cocotte-minute politique risque d'exploser, il faut savoir relâcher la pression ». L'autre jour face à quelques journalistes, le chef de groupe CDH au parlement de Wallonie déplorait l'inertie, selon lui, du gouvernement wallon. Le pourtant très affable François Desquesnes s'est fendu d'une délicate saillie qui témoigne de son agacement : « Ça suffit, merde ! » Fine analyse.



Kim Clijsters

On doutait du succès de notre championne désireuse de renouer avec la gloire d'antan. On peut vous le dire maintenant : on a même cru que l'épidémie de coronavirus freinerait définitivement ce bel élan. Mais il en faut plus pour s'opposer à Kim. Cette semaine, la Limbourgeoise s'est offert le scalp de Sofia Kenin, quatrième joueuse mondiale, parmi d'autres succès probants. Le Covid-19 n'a qu'à bien se tenir : Kim is back !



Les masques

Ils sont partout ! Après la Belgique, la France vient de décider de rendre les masques obligatoires dans les espaces publics. L'été sera masqué. Ce constat nous a inspiré cette question absurde voire surréaliste : que ferions-nous si la nature ne nous avait pas dotés de pavillons d'oreille bien situés ? Imaginez un peu l'embaras des autorités si l'oreille était 100 % interne ou si les feuilles de chou nous avaient poussé dans le dos...

ET LES PERDANTS DE LA SEMAINE

Les canards

Allez, avouez ! Vous aussi, dans un moment d'absence, au bout d'une soirée qui part en vrille, dans l'euphorie collective d'une nuit trop imbibée, vous aussi, avouez, vous avez dansé sur la danse des canards. Sur les étangs de tous nos parcs, les canards portent aujourd'hui le deuil : J.J. Lionel n'est plus de ce monde. Alors, une dernière fois, en hommage, « remuez le popotin en faisant coïn-coïn »...



Le foot belge

Plus complexe que les négociations pour la formation d'un gouvernement, plus coloré et plus obscur à la fois que les codes couleur qui doivent guider les voyageurs belges, plus absurde que la saga des masques chirurgicaux et plus abyssal que les déficits publics par faute de crise sanitaire : le fonctionnement du football belge, avec assemblées, décisions et contre-décisions, belote et rebelote. Qui pige encore ?



Emma

Dans les maternités et les services d'état civil, l'événement est considérable : Emma n'est plus le prénom féminin le plus populaire en Belgique. Il dominait copieusement ce hit-parade depuis... 2003, excusez du peu ! En 2019, Olivia est passée devant. Et pas qu'un peu : 651 petites Olivia sont nées l'an dernier contre à peine 563 petites Emma désormais talonnées par les Mila et les Louise. Si ça, ce n'est pas une information !



Penser le monde d'après

3/8

LE MONDE D'APRÈS

Le confinement, une parenthèse vite oubliée ou un nouveau départ ? Santé, inégalités, environnement, politique... Tout l'éché dans « Le Soir », des intellectuels racontent comment ils voient le monde d'après.

SOCIÉTÉ

« Plutôt que d'une révolution, nous d'une revalorisation de l'Etat social »

Sarah de Liamchine est codirectrice de Présence et action culturelle (PAC), association d'éducation permanente qui, durant la crise, a vu les inégalités exploser. Pour elle, nul besoin d'innover pour répondre à l'enjeu : il « suffirait » de remettre à l'honneur le rôle social de l'Etat.

ENTRETIEN

ELODIE BLOGIE

La crise sanitaire et le confinement qui l'accompagne ont révélé au grand jour les inégalités croissantes qui existent dans nos sociétés. Explosion de la demande d'aide alimentaire, pertes de revenus pour des ménages déjà à la limite de la précarité, personnes sans-papiers totalement démunies, double charge mentale pour de nombreuses femmes contraintes de travailler tout en s'occupant des enfants à la maison, etc. À travers l'association Présence et action culturelle (PAC), dont elle est codirectrice, Sarah de Liamchine a vu ces inégalités sociales, de genre et ethniques exploser. Pour elle, pourtant, pas la peine de tout révolutionner : il s'agirait plutôt de revaloriser l'Etat social, les fonctions essentielles, le secteur associatif, le rôle des femmes dans la société...



Vit-on une parenthèse ou une révolution ?

Je crois que ce n'est encore ni l'un ni l'autre. On a tous vécu un traumatisme, en tout cas un événement qui nous laisse encore un peu immobile. J'y vois d'une part une parenthèse, car certains éléments indiquent une reprise comme si de rien n'était. En même temps, j'y vois des choses un peu révolutionnaires, des mobilisations comme on n'en a jamais connu, des alliances qui se créent, et qui m'encouragent à penser qu'on va pouvoir rebondir de façon positive.

La crise et le confinement ont fait exploser les inégalités, ou les ont en tout cas rendues très visibles...

Cette crise est une démonstration de la pertinence de l'Etat social et du fait qu'il était en péril. Ceux qui se trouvaient déjà en périphérie, en dehors des systèmes organisés - hors du travail, de l'aide sociale, ou même du simple accès administratif à l'identité belge -, se sont re-

trouvés dans un désarroi total. Pendant des années, nous avions déjà créé des niches de personnes sans droits. L'apparition de cette crise a montré à quel point, sans un système de solidarité fort, les inégalités explosent.

A-t-on été en mesure d'y répondre ?

Pas vraiment. La solidarité citoyenne a largement répondu aux besoins de ces personnes sans droits, et non l'Etat, alors que dans d'autres pays - comme le Portugal -, on a autorisé les sans-papiers à travailler pendant cette crise, avec des systèmes de régularisation temporaire. En Belgique, les politiques mises en place ont surtout aidé ceux qui étaient déjà bien droits dans le rang : les travailleurs, salariés ou indépendants, les parents en télétravail, etc.

Cette crise peut-elle susciter un électrochoc, et une volonté de prendre ces problèmes à bras-le-corps ?

Il y a quand même eu des décisions importantes. Par exemple, pour les personnes en grande précarité économique, on a décrété l'interdiction des coupures d'eau, parce qu'on a considéré que les gens étaient obligés d'être chez eux... Mais c'était déjà le cas avant, je ne vois pas très bien ce que ça change : l'accès à l'eau potable est un droit essentiel. De telles décisions prises de façon radicale montrent bien que ce n'est qu'une décision politique. On peut aussi citer le statut d'artiste, où cela avance enfin alors que le secteur alerte depuis des années. Tout cela confirme que la pensée

Tina - « There is no alternative », « on ne peut pas faire autrement » -, en fait, ça ne tient pas. Les institutions - syndicats, mutuelles, associations comme nous - doivent rebondir là-dessus. Vous l'avez fait pendant la crise, il n'y a pas de raison qu'on revienne en arrière. Cette crise, c'est l'occasion de réinventer notre modèle social.

Sur quelles bases ? Faut-il revenir à un Etat social plus fort, ou faut-il innover ?

D'un point de vue environnemental et démocratique, il faut innover, car on peine encore à avoir des objectifs ambitieux. Mais sur le plan social, je crois qu'il faut simplement avoir le courage de remettre à l'honneur un système de solidarité presque unique au monde et qui a montré ses effets dans de nombreuses crises. Déjà en 2008, si la Bel-

Il faut remettre en avant le rôle social de l'Etat, pas en inventer un autre. Celui-là fonctionnerait très bien s'il était financé à sa juste valeur



gique a été un des pays qui ont le mieux traversé cette crise, c'est parce qu'on avait des services publics forts, un large accès à des services de première nécessité. Il faut remettre en avant ce rôle social de l'Etat, pas en inventer un autre. Celui-là fonctionnerait très bien s'il était financé à sa juste valeur.

Plutôt qu'une révolution, une évolution donc, au départ de notre système social existant...

Plutôt qu'une révolution, je parlerais d'une revalorisation. Je suis persuadée que le système tel qu'il a été pensé produit des effets positifs, c'est juste qu'il a été détricoté. Au niveau des inégalités, prenons une caissière : demain, elle restera caissière. Pareil pour l'infirmière. On ne va pas révolutionner leur métier, mais il faut revaloriser ce qui est apparu comme essentiel, voire vital. A un moment, il faut se poser la question : combien gagne une caissière ? Quelles sont ses conditions de vie, de fin de carrière ? Comment peut-on aller vers d'avantage d'emplois à temps plein, plutôt que des temps partiels subis, ou vers des ho-

naires plus acceptables pour la vie de famille ? Cela passe par une revalorisation économique : ces gens ne gagnent pas assez par rapport au service qu'ils fournissent à la société, en comparaison avec d'autres salaires correspondant à des fonctions qui se sont arrêtées, et visiblement, personne n'en est mort. Mais cela passe aussi par une revalorisation sociale, dire à ces personnes : « Vous êtes essentielles. » Et surtout : « On vous écoute, c'est à partir de votre expérience qu'on va réfléchir à construire ensemble votre place dans la société. »

Comment redonner de la place aux citoyens ? La proposition d'Ecolo de remplacer le Sénat par une assemblée citoyenne est-elle une solution ?

On a besoin de ce type d'outils, mais aussi d'autre chose. Je suis une partisane de l'Etat : je ne pense pas qu'on peut faire une société à côté de l'Etat. Donc, il faut mettre des choses en place concrètement au sein de l'Etat : une assemblée participative, c'est super. Mais si on ne fait pas un autre travail sur les moyens de permettre à des personnes d'avoir envie d'accéder, d'être capables d'accéder, d'être disponibles pour accéder à ce dispositif, il n'y aura à nouveau que les gens qui ont le capital social, culturel et économique qui y prendront part. Pour ça, c'est toute la sphère militante et associative qui a son rôle à jouer. Il



Un livre

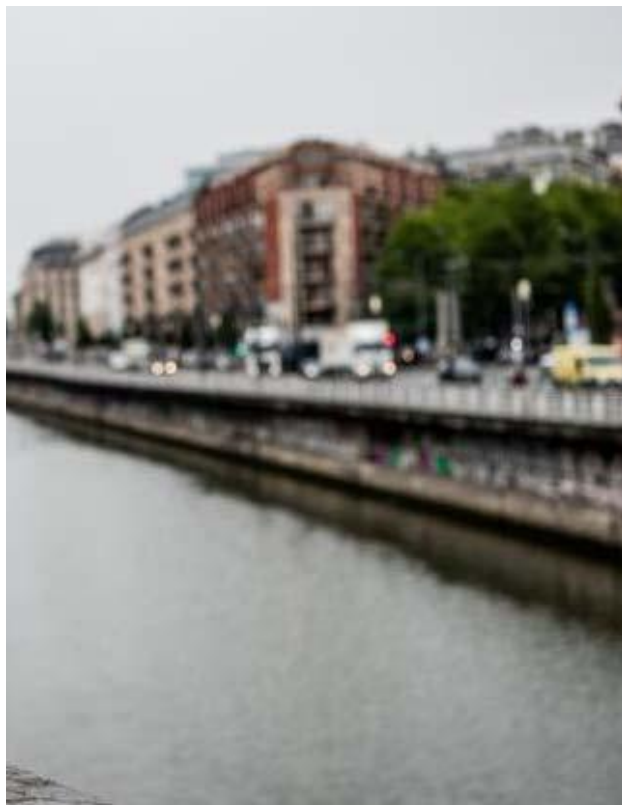
« J'ai choisi un livre de Corinne Morel Darleux, qui s'appelle *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*. C'est une manière d'imaginer individuellement et collectivement un projet de société, dans lequel écologie et social sont liés, où chacun prend conscience de sa part de droits et de privilèges et concède volontairement de la partager avec d'autres. »



Un média

« Plutôt qu'un film, j'ai choisi un podcast, *Les couilles sur la table*, de Victoire Tuailon (ph.). C'est un podcast féministe qui s'interroge sur la masculinité, notamment la masculinité toxique, et comment elle est construite. Cela invite à réfléchir autrement nos rapports les uns avec les autres, et à construire des relations hommes/femmes, des identités genrées femmes/hommes, afin que chacun puisse être qui il veut être. »

s avons besoin 1 »



est important qu'on reconnaisse les systèmes de domination, qu'on les nomme, et qu'on permette à ceux qui sont dominés dans ces différents systèmes d'exprimer leurs réalités pour réfléchir ensemble à des solutions, mais à partir de leur vécu. C'est l'optique de l'éducation populaire, dont l'associatif s'est un peu détaché. On a parfois tendance à mettre en place des projets à partir de ce qu'on pense être bon pour les personnes qu'on vise. On va répondre à des appels à projets pour « développer l'agriculture urbaine dans les quartiers populaires », par exemple. Mais est-ce vraiment de cela que les gens ont besoin ?

Justement, comment, dans le monde de demain, articuler la question sociale et la question écologique ?

Nous devons réarticuler la question sociale, démocratique et écologique. Cette crise est une crise sanitaire, mais aussi sociale, démocratique et écologique. Ces trois pôles sont tout le temps liés. Ici, à Molenbeek, où je vis, je voyais tous les jours des familles dans ma rue, qui habitent de petits logements mal isolés, dont les factures auront augmenté en confinement. Ce sont aussi les personnes les plus dépendantes des transports publics, dans lesquels nous devons investir massivement d'un point de vue écologique. Il y a toujours un lien, mais nous n'y sommes pas assez attentifs. Le risque, c'est de prendre des

A Molenbeek, où elle vit, le quartier historique et populaire côtoie les lofts, qui font face au Petit Château, centre pour demandeurs d'asile. Des populations que le café « Le Phare du Kanaal » parvient à brasser. « La preuve qu'un réel maillage social est possible. »

© MATHIEU GOUINVAUX

mesures écologiques qui vont encore plus impacter négativement les personnes déjà précarisées socialement. L'interdiction des vieilles voitures polluantes dans les villes, alors qu'on autorise les SUV, est pour moi un mauvais exemple. Car qui possède ces vieilles voitures ?

La question démocratique fait partie de cet ensemble car, si une partie de la population n'arrive pas à militer pour jouir pleinement de ses droits, c'est aussi parce qu'elle est sous-représentée dans l'organe politique, dans les médias, les corps intermédiaires, etc. Il s'agit souvent de personnes étrangères concentrées dans des quartiers précarisés. C'est aussi pour ça que Black Lives Matter est une révolution : c'est la première fois qu'il y a une mobilisation d'une telle ampleur à partir des personnes directement concernées. C'est le signe d'un moment démocratique.

femmes « Sur les questions de genre, cette crise est un levier »

E.BL.

La crise a aussi mis en avant les inégalités de genre, tant au travail qu'à la maison...

Au début du confinement, certains se réjouissaient : les hommes allaient enfin voir ce que c'était que de s'occuper de leurs enfants. Tout qui est féministe a rigolé en entendant ça, et c'est mon cas ! Mais déjà en dehors du foyer, celles qui ont été les plus exposées, ce sont les femmes : caissières, infirmières, institutrices ou puéricultrices, etc. Je crois que de ce point de vue, il y a une prise de conscience que ce sont majoritairement des femmes, avec des petits salaires, qui étaient au front.

Maintenant, au sein du foyer, il y a eu deux problèmes majeurs. D'une part, je pense qu'on va voir apparaître une augmentation des cas de burn-out parental. On a mis des familles (dont des mères seules) à la maison, en leur demandant de travailler tout en s'occupant des enfants. J'ai trois enfants, entre deux et sept ans, et je trouve totalement hallucinant qu'on ait ne fût-ce qu'imaginé un système comme celui-là ! Car, même pour celles qui étaient en couple, ce n'est pas parce que les hommes étaient présents à la maison qu'ils ont plus pris leur part.

Par ailleurs, il y a eu le problème de la violence familiale.

De ce point de vue, la crise a justement accéléré la mise en place d'une Conférence interministérielle...

Effectivement. Et je voudrais saluer le travail des ministres pour la mise en place de cette CIM droits des femmes, l'ouverture de centres d'accueil en urgence, le dispositif d'alerte dans les pharmacies, etc. Nous avons aujourd'hui dans la classe politique des femmes ministres bien conscientisées à ces questions, mais je crois aussi que sur la question de genre, cette crise a été un levier. Le politique était prêt à aller plus loin et la reconnaissance du rôle majeur des femmes pendant cette crise permet à l'ensemble de la population d'accueillir des mesures positivement.

Comment continuer à activer ce levier ?

Je vois déjà des signes encourageants, avec le refinancement des soins de santé, les décisions prises concernant les violences, etc. Mais ce que je crains le plus, c'est la crise économique qui nous attend. Je fais partie de ceux qui pensent qu'on vient de manger l'entrée, et que le plat principal arrive. Il y a déjà une hausse du chômage chez les jeunes, les faillites commencent. S'il n'y a pas de décisions fortes en matière de droits sociaux, la crise économique va s'installer. Et c'est à ce moment-là qu'il faudra tenir bon sur la question des droits des femmes. Sinon, on risque de se prendre le retour du boomerang.

Ce qui doit disparaître

« Tout ce qui vient de se passer sur l'IVG. Pour des guéguerres politiques, on en arrive à remettre en cause un vote sur le droit essentiel des femmes à disposer de leur corps. Je vois une nouvelle génération féministe, qui assume sa radicalité et c'est tant mieux : on ne lâchera rien ! »

Ce qui doit être créé

« Une vraie justice fiscale. C'est l'élément essentiel de la lutte contre les inégalités. Comment est-il possible que, chaque année, on évalue la fraude fiscale à 30 milliards d'euros, que l'an dernier 174 milliards ont filé dans les paradis fiscaux, qu'on a des classements qui indiquent le pourcentage minuscule que les multinationales ont payé comme impôts en Belgique ? Tout cet argent qu'on ne récupère pas, c'est de l'argent en moins pour la lutte contre les inégalités. »

jeunesse « Penser l'école plus largement »



E.BL.

Vous parlez du mouvement Black Lives Matter. Mais le soulèvement qu'on a connu peut-il être relié à la crise sanitaire ?

Il y a un lien car, au-delà du meurtre de George Floyd, il y a eu d'autres événements : le décès du jeune Adil, par exemple, dans des circonstances qui posent vraiment question. Dans beaucoup de quartiers à Bruxelles et ailleurs, des vidéos ont circulé sur lesquelles des jeunes se faisaient interpellés. Ce sont toujours les mêmes personnes qui se voient ciblés systématiquement par des violences, qui sont les fruits d'un Etat non démocratique. Je n'ai pas envie de dire « les flics, ce sont tous des méchants », mais c'est un système : une impunité par rapport à un racisme institutionnalisé depuis de nombreuses années qui fait que l'Etat lui-même n'est pas capable de garantir les valeurs démocratiques qu'il doit défendre, même au sein de ses institutions. Ce qui se passe avec la police est le sommet de l'iceberg de quelque chose de plus profond. Et le confinement en a remis une couche : quand on est un jeune, d'origine étrangère, et qu'on vit dans un logement insalubre, et dans un logement à 15, et que nos parents n'ont pas de revenus, et que donc notre espace de vie, c'est la rue, on risque de se faire *a minima* persécuter, violenter, voire on risque pour sa vie. Parce que je rappelle qu'Adil, c'est surtout une peur de se faire interpellé pour rien et d'avoir des problèmes avec sa famille qui lui a fait prendre la fuite.

Cette crise a en effet accentué les inégalités entre ces jeunes-là et ceux confinés dans une belle maison, avec jardin.

Tout comme il a augmenté les inégalités scolaires. Comment résorber cet écart ? Les jeunes déjà précarisés ont sans doute été ceux pour lesquels le décrochage scolaire a été le plus fort. Je pense par exemple aux filières techniques où organiser des cours à distance était très difficile. Mais je pense que les inégalités scolaires en cette période ont été plus vécues comme un stress par les parents et même par les profs que par les élèves. En soi, ne pas avoir cours pendant quatre mois, ce n'est pas ça qui va avoir un impact sur tout le parcours, à long terme, de ces jeunes. Par contre, ce qui me semble plus crucial, surtout dans certains quartiers, c'est l'absence d'école comme endroit où on vit. Je pense qu'il faut revaloriser le rôle de l'école, mais il faudrait le penser plus largement.

L'école, ce n'est pas qu'un endroit où on apprend, c'est un endroit où on découvre qu'on a des droits, on découvre comment les mobiliser, et on apprend à les revendiquer. L'école doit apprendre aux jeunes à devenir des citoyens - qu'importent la couleur, le genre, l'origine socio-économique. Nous devons aussi revaloriser toutes ces associations autour de l'école, qui ne sont pas du tout arrêtées pendant le confinement ; au contraire, elles étaient débordées. Elles font un travail formidable avec les jeunes, mais aussi avec les parents, et avec la police, pour favoriser d'autres rapports... Mais elles n'ont pas des moyens suffisants, et devraient être considérées à leur juste valeur.

L'école, ce n'est pas qu'un endroit où on apprend, c'est un endroit où on découvre qu'on a des droits, on apprend comment les mobiliser, et les revendiquer

”



Christiane Taubira

« Christiane Taubira m'inspire beaucoup parce qu'elle a su mettre son militantisme en action au service de l'Etat. Grâce à son travail politique, au sein de la société, elle a permis aux couples de même sexe de se marier. Elle a donc créé un nouveau droit. Le monde d'après, ça doit être un monde dans lequel on travaille au sein de la société pour créer des droits pour de nouvelles personnes, et surtout dans lequel quiconque peut le faire, y compris une femme racisée. »